



Mardi 24 Novembre 2009

Grève des enseignants

Alors que 5 700 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles à la rentrée 2010, le ministère poursuit dans sa logique de suppression de postes : le budget 2010 prévoit la suppression de 16 000 postes d'enseignants ce qui portera à 40 700 le nombre de postes supprimés en trois ans.

Alors même que les effectifs par classe dans notre pays sont déjà largement supérieurs à ceux de la majorité des pays européens...

Ajoutez à cela

- la diminution du nombre d'heures de cours,
- l'alourdissement des programmes
- la fragilisation des dispositifs d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté.

Sans compter

- les attaques contre la maternelle
- la formation inadaptée des professeurs des écoles,
- la multiplication des emplois précaires

qui continuent de dégrader les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Par ailleurs :

- la semaine de 4 jours est une catastrophe : les enfants sont fatigués, stressés, angoissés et rencontrent plus de difficultés dans les apprentissages.
- la ségrégation scolaire s'aggrave du fait des mesures d'assouplissement de la sectorisation.
- les adultes qualifiés dans les écoles, collèges et lycées (personnels des RASED, infirmières, médecins scolaires, surveillants, CPE, documentalistes, conseillers d'orientation,...) manquent plus que jamais.

**La politique gouvernementale vise à déstructurer l'école
et tourne le dos à l'école de la réussite de tous.**

Les enseignants s'étaient mobilisés durant l'année dernière, pour exprimer, avec les parents d'élèves, leur désaveu de la politique du gouvernement. Mais le ministre reste sourd.

C'est la raison pour laquelle les enseignants seront en grève ce mardi 24 novembre.

Ils exigent un autre budget ! Ils exigent respect et dignité pour l'école publique !

Les enseignants comptent sur la compréhension et le soutien des parents pour défendre et construire ensemble l'école publique dont leurs enfants ont besoin.

La FCPE-Paris invite dans le même temps les parents à interpeller les élus, maires, députés et sénateurs, à l'occasion de la discussion budgétaire. Que les conseils locaux FCPE se rendent aux permanences des parlementaires et leur demandent de s'engager contre ce projet de budget et de relayer les exigences des parents et des enseignants pour une école publique de qualité, partout et pour tous. Pour que nos enfants puissent apprendre dans de bonnes conditions, vivre bien, s'épanouir et réussir leur scolarité.

Une lettre solennelle signée des organisations du collectif « un pays, une école, notre avenir » à adresser aux parlementaires (députés et sénateurs) et une carte de doléances au ministre de l'Éducation nationale, à faire signer largement, sont disponibles sur le site « un pays, une école, notre avenir »

www.uneecole-votreavenir.org